

Congé d'été

l'Orateur aurait appelé les initiatives parlementaires et la question aurait été mise aux voix.

Le chef de l'opposition et ses députés ont plutôt décidé de se prononcer contre la motion d'ajournement, sachant qu'ils trouveraient là leur porte de sortie et qu'ils pourraient dire aux Canadiens qu'une motion de clôture présentée par le gouvernement leur avait enlevé le droit de parler. C'est ainsi qu'ils ont pu porter secours à leur chef et en même temps trouver à se justifier. Cependant, je dis aux députés d'en face que dans l'histoire et en temps et lieu la population du Canada saura juger leur comportement de cette dernière semaine.

Des voix: Bravo!

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur l'Orateur, je profite de l'occasion pour féliciter le député de Cardigan (M. Campbell) de son premier discours à la Chambre. Je peux lui dire que je comprends pourquoi il a si souvent utilisé l'expression «chef de l'opposition». Le connaissant comme je le connais, étant donné son ancienne incarnation politique alors qu'il a connu tant de tribulations dans le poste qu'il occupait dans l'Île-du-Prince-Édouard, je pourrais lui dire que j'ai eu le privilège et l'honneur de connaître tous les députés qui ont représenté Cardigan depuis 1957.

Nous voici aux derniers moments d'un débat sur une motion de clôture. Certains d'entre nous, qui ont la chance de prendre la parole à la fin de ce débat, ont beaucoup de questions importantes à soulever. Je veux parler en particulier des dernières nouvelles que les Canadiens ont apprises de façon dramatique aujourd'hui au sujet du coût de la vie. C'est le coût de la vie le plus élevé que nous ayons connu depuis 1948. Si quelqu'un de l'autre côté ne sait pas trop ce que ces manchettes signifient, elles reflètent le traumatisme, les souffrances et les difficultés de centaines de milliers de Canadiens partout au pays. C'est ça la signification des manchettes.

Le 18 décembre dernier, juste avant l'ajournement de Noël, madame le Président a autorisé la tenue d'un débat d'urgence à la Chambre. Qu'est-ce qui constituait à ce moment-là une urgence? Permettez-moi de citer la déclaration de madame le Président, qu'on trouve à la page 5888 du *hansard*; elle a dit:

Dans ce cas-ci, les députés m'ont fait valoir qu'il y avait à la fois la hausse des taux d'intérêt, la hausse de l'indice du coût de la vie, l'augmentation du taux d'inflation et la baisse du dollar.

Le député d'Oshawa a également signalé qu'en raison de l'ajournement de Noël, il ne serait pas possible de discuter de ces questions avant trois semaines.

Au cours de ce débat, les députés ont à tour de rôle insisté sur le fait que le gouvernement devait intervenir dans cette crise économique fort sérieuse. Les deux principales causes de cette crise économique étaient le coût de la vie, qui avait atteint 11.2 p. 100, niveau inégalé depuis 1975, et le taux d'intérêt qui se situait à 17.36 p. 100. Comme la Chambre allait s'ajourner pour trois semaines, madame le Président a jugé qu'on avait prouvé l'existence d'une situation d'urgence justifiant un débat extraordinaire. Les députés ont jugé que la situation était suffisamment urgente pour exiger du gouvernement qu'il soulage les Canadiens d'un océan à l'autre dans leurs épreuves. Monsieur l'Orateur, comparez la situation du 18 décembre avec celle à laquelle les Canadiens doivent faire face aujourd'hui. Si la situation en décembre était urgente ou

critique, nous n'avons aujourd'hui rien de moins qu'un désastre économique.

● (2320)

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Hier, on a annoncé que le taux d'escompte de la Banque du Canada était de 19.04 p. 100 et aujourd'hui, l'augmentation annuelle de l'indice du coût de la vie atteint 12.8 p. 100, la plus forte depuis 1948. Les chiffres de décembre dernier, qui étaient de beaucoup inférieurs à ceux d'aujourd'hui, ont déclenché un débat d'urgence parce que la Chambre devait ajourner pendant trois semaines. Aujourd'hui, le gouvernement libéral s'est arrangé pour clore le débat et fermer le Parlement pour les trois prochains mois. Il le fait malgré les chiffres que nous avons présentés hier et aujourd'hui. Il a employé cette arme ultime de la clôture au moment où les Canadiens d'un océan à l'autre lui demandent de les soulager des misères que ses programmes malheureux et mal conçus leur ont causées. De toute évidence, le gouvernement préfère ne pas entendre parler des problèmes contre lesquels les Canadiens se débattent.

Les ministres doivent sûrement s'imaginer que si seulement ils pouvaient se débarrasser des députés, ne pas avoir à répondre à leurs questions embarrassantes, si seulement personne ne vient leur rappeler que leurs politiques font fausse route, tous les problèmes du pays finiront par s'évanouir. Monsieur l'Orateur, c'est trop beau pour être vrai. Les problèmes restent et pis encore, ils s'incrument et ils s'enracinent un peu plus, à chaque jour qui passe, dans la psychologie économique du pays. Ce n'est pas en fermant le Parlement qu'on va régler les choses. Ce n'est pas avec la guillotine qu'on va réduire le coût de la vie.

Je me demande parfois, en écoutant déçue les réponses fournies par les ministres, s'ils comprennent le moindrement à quel point la vie est dure pour beaucoup de Canadiens. Pas pour tous, bien sûr, je ne range pas tout le monde dans cette catégorie. Mais pour ceux qui ont des revenus fixes, pour ceux qui s'efforcent de joindre les deux bouts, les défavorisés du travail, la situation devient de plus en plus désespérée à chaque jour qui passe. Il faut donc se demander si les députés gouvernementaux, les libéraux de l'arrière-ban n'entendent jamais parler de cela? Est-ce pour cette raison qu'ils n'en tiennent pas compte? Est-ce vraiment pour cela qu'ils peuvent fermer boutique à Ottawa et retourner chez eux sans s'occuper d'aucun de leurs problèmes? Ce soir le député de Parkdale-High Park (M. Flis) a eu l'effronterie de se prétendre retenu en otage par ceux qui cherchent ici à s'occuper des problèmes des Canadiens.

Si les gouvernementaux n'entendent pas leurs électeurs se plaindre de la cherté de la vie et de la flambée des taux d'intérêt, moi je les entends. Il n'y a pas seulement ceux de ma circonscription qui se plaignent de l'état lamentable dans lequel le gouvernement met l'économie; j'en entends de diverses circonscriptions du pays. Je tiens à faire consigner quelques lettres que m'adressaient récemment des commettants de la circonscription du ministre des Finances (M. MacEachen), quand le courrier circulait encore. Voici ce que dit la première: